

Ana Falù

Un urbanisme féministe pour une ville inclusive et solidaire



Compte-rendu

Ana Falù, Professeure et chercheuse de l'UNC Argentina ; directrice du Master en gestion et développement du logement - Habitat et ville ; directrice du Centro Intercambios Subregional Cono Sur (CISCSA) Córdoba ; Réseau Femmes et Habitat Amérique Latine ; conseillère Habitat auprès de Nations Unies - ONU Mujeres ; conseillère CGLU Gobiernos Locales Unidos del Mundo.

Par

Ariella Masboungi, architecte-urbaniste, Grand prix de l'urbanisme 2016

ARIELLA MASBOUNGI : Bonjour, nous allons commencer cette conférence du 5 à 7 après un long moment d'absence. Pendant la crise du COVID, nous avons réalisé plusieurs 5 à 7 en distanciel – en particulier avec Richard Sennett – après que la Grande-Bretagne se soit à nouveau confinée. Nous avons, depuis, nombre d'inscrits en distanciel et vous êtes quelques-uns, et c'est heureux, à être avec nous.

Les 5 à 7 sont une invention de François Ascher, l'un des fondateurs du Club Ville Aménagement, qui était convaincu qu'il fallait que les aménageurs travaillent avec les chercheurs tant il est impossible d'expérimenter sur l'urbain comme on expérimente sur l'architecture. Il a également eu l'intuition que les 5 à 7 permettraient à la société d'interpeller les aménageurs. Nous vous interpellons donc régulièrement sur les impacts du numérique, les liens entre écologie et habitat, économie et écologie, ou, comme aujourd'hui, sur « l'urbanisme féministe ».

L'urbanisme féministe est un sujet que j'ai proposé au Club Ville Aménagement comme thème d'études et sur lequel nous allons travailler pendant deux ans avec Jérôme Goze qui dirige La FAB à Bordeaux, avec le concours de Lucile Biarrotte qui a mené une thèse sur le sujet. Nous avons voulu inviter, pour lancer ce sujet, une des stars de l'urbanisme féministe : Ana Falù.

L'urbanisme féministe est un terme relativement contesté. Alors qu'il est grandement utilisé en Espagne ou en Amérique latine, en France il évoque – pour beaucoup de gens – la radicalité, le *wokisme*, la discrimination positive, ... C'est étrange pour moi qui ne suis pas née en France, de constater à quel point les mots et les expressions claires et affirmées dérangent. Ceci, alors même que le propos des urbanistes féministes est de faire la « ville meilleure » pour tout un chacun. Je pense donc qu'il nous faut oser des propos plus directs si l'on veut avancer en ces temps difficiles.

Notre invitée, Ana Falù, est Argentine. Architecte, urbaniste et activiste sociale, professeure et chercheuse à l'université de Córdoba, directrice exécutive de l'ONG Ciscsa ciudades feministas (les villes féministes). Elle est également conseillère de UN Habitat et a été directrice régionale de l'UNICEM – aujourd'hui l'ONU femmes (UNW). Elle conduit, par ailleurs, de très nombreuses initiatives en faveur des droits des femmes dans la ville, notamment en matière d'habitat mais aussi de mobilité et autres sujets. Elle est conférencière, auteure de nombreux ouvrages et articles et a incontestablement une influence dans le monde sur le sujet. Si l'on en croit les jeunes générations qui travaillent sur l'urbanisme féministe dans notre pays, elle est moins connue en France qu'ailleurs. Pour débattre avec elle, nous avons choisi un homme – Bertrand Masson, directeur de l'Aménagement et des Grands Projets à la Ville et à la métropole



CLIQUEZ POUR ACCÉDER À LA CONFÉRENCE DE « URBANISME FÉMINISTE » : ANA FALÙ DANS SON INTÉGRALITÉ



CLIQUEZ POUR ACCÉDER À L'INTERVIEW DE ANA FALÙ PAR ARIELLA MASBOUNGI

de Rouen, qui a initié – de sa propre initiative et sans commande politique – un travail sur le sujet à partir de l'espace public créé par Jacqueline Osty. Il est parvenu à entraîner derrière lui la commande politique et les services et essaie aujourd'hui de monter en puissance. Il insistera sur la fragilité des dispositifs. Ana a été à l'origine de changements culturels, institutionnels, opérationnels mais également relatifs à la gestion urbaine, ce dernier volet comptant beaucoup dans le sujet. Elle nous parlera d'inclusion des femmes dans la ville et le débat urbain, insistera sur le lien entre la forme urbaine et la discrimination, défendra ardemment la densité contre les villes distendues défavorables aux femmes. Ana Falú relie la question de l'urbanisme et celle du temps : elle évoquera donc également la ville du quart d'heure qu'elle interroge tant elle ne peut s'appliquer aux villes étalées d'Amérique latine.

Elle constate également l'intérêt des pouvoirs publics pour le sujet, sur ce qu'elle appelle l'urbanisme de l'inégalité, et nous avons pu observer qu'en France le sujet semble intéresser davantage les élus que les professionnels. Mais nous sommes un peu en retard relativement à la prise de conscience politique et professionnelle sur le sujet même si nombre de démarches sont menées par des équipes professionnelles et des Villes.

Alors, et plutôt que de commenter plus longuement ce que nous dira Ana, je préfère la laisser parler.

« Travailler sur l'espace public inclusif, social et de genre constitue incontestablement un défi pour les urbanistes et les planificateurs. »

Ana Falú : Bonjour à tous et à toutes, c'est un grand plaisir d'être ici. Je m'intéresse, vous le savez, à l'aménagement et je suis ravie de pouvoir échanger avec Ariella et de découvrir ce que Bertrand réalise actuellement dans l'espace public de Rouen. Travailler sur l'espace public inclusif, social et de genre constitue incontestablement un défi pour les urbanistes et les planificateurs. Je vais donc vous parler d'un sujet difficile et, si je parviens à convaincre 20% de cette assistance et des personnes actives dans ce Club Ville Aménagement sur ce qu'il nous faut faire pour aller vers des villes plus vivables, j'en serais très heureuse. Mais commençons par une première synthèse.

« L'urbanisme féministe consiste à interroger le concept patriarcal. »

On me demande toujours ce qu'est l'urbanisme féministe et il faut commencer par dire que c'est un concept cherchant à incorporer (ce qui constitue déjà une transgression) la diversité humaine dans une vision plurielle et multiculturelle correspondant au monde dans lequel nous vivons : un monde global dans lequel il n'y a plus de place pour des conceptions d'un autre âge tant le concept d'égalité, qui nie les différences, ne nous a pas menés à bon port. Nous devons penser le monde de la pluralité et, pour ce faire, lorsque nous avons développé le concept d'urbanisme féministe, l'une de nos visées était d'interpeller la construction patriarcale des territoires. Loin de nous opposer aux hommes, il s'agit bien de questionner le concept d'une société construite sur la base d'un sujet universel..., surtout masculin. Je commencerai par revenir rapidement sur certaines hypothèses de départ, certaines méthodologies et approximations : il semble que la cohabitation entre hommes et femmes dans les villes, les quartiers, les logements, soit directement liée à l'expérience de vie qu'en font ces hommes et femmes.

« Ce n'est pas la même chose de se promener dans la ville avec un corps d'homme et avec un corps de femme. »

Car, ce n'est pas la même chose de se promener dans la ville avec un corps d'homme ou un corps de femme! Cela nous amène à convoquer des concepts comme celui que nous a offert l'extraordinaire géographe Doreen Macey sur la représentation de la valeur symbolique des lieux de vie pour évaluer son impact sur la manière de penser la planification urbaine. Cela aura évidemment des conséquences directes sur la vie quotidienne des populations et, plus particulièrement, sur celle des femmes. De même, rappelons-nous ce que nous enseigne l'économiste Saskia Sassen lorsqu'elle nous parle de 'frontières' : dans nos villes étendues, insaisissables et complexes d'Amérique latine, pour reprendre les mots de l'anthropologue argentin Nestor Canclini, il ne s'agit pas seulement des frontières en périphérie des villes mais également de frontières intérieures à la ville. Car, en étendant indûment nos villes, la désastreuse politique de logement – menée conjointement avec les banques multilatérales de développement (BDM).-

a repoussé les frontières en périphérie. En autorisant le squat, l'occupation informelle des territoires et des villes par les plus pauvres, ce sont les frontières que l'on repousse, comme à Buenos Aires où, sur le territoire d'un sol pourtant désirable, coexistent des populations de la plus grande pauvreté.

« Les femmes sont bien plus vulnérables que les hommes aux conditions de précarité. »

Et mes hypothèses de départ sont très simples : ce n'est pas la même chose d'être un homme ou une femme dans les villes, en particulier dans certains quartiers et à certaines heures de la journée ou de la nuit. A cela, il faut ajouter que, bien que les hommes et les femmes puissent chacun vivre dans des conditions de vulnérabilité, ni les hommes ni les femmes ne sont vulnérables en soi. Il convient donc de distinguer la nature et la cause de la vulnérabilité des femmes constatée aussi bien au Nord qu'au Sud de la planète.

« La division sexuelle du travail marque différemment la vie des femmes et celle des hommes : au terme d'une conception stéréotypée, les hommes sont considérés comme les 'producteurs' quand les femmes sont cantonnées au rôle de 'prendre soin'. »

La vie des femmes est souvent entièrement dédiée aux soins, à la reproduction de la vie, tandis que les hommes sont, eux, érigés au rang de « producteurs ». Il en résulte une situation économique alarmante pour la plupart des femmes, comme l'indique la Commission économique pour l'Amérique latine (CEPAL) des Nations Unies : bien que les femmes cherchent davantage d'emplois que les hommes, elles sont une majorité à travailler au noir. En outre, la plupart d'entre elles vivent sous le seuil de pauvreté et parmi ces femmes en situation d'indigence, un pourcentage élevé forme des ménages dont elles ont la responsabilité exclusive. En d'autres termes, ce sont elles qui sont en charge de leur propre foyer. Les femmes n'ont par ailleurs pas besoin d'être mères pour prendre soin des autres : elles s'occupent de la voisine, de la tante, de la mère, du père, de la grand-mère. Associée aux conditions sociodémographiques, leur situation économique les place dans une situation différente de celle des hommes.

« Au terme d'une vision androcentrique, nous avons pensé les villes au prisme d'un sujet universel masculin. »

Pour étayer cette vision androcentrique de nos sociétés, j'aime évoquer Le Corbusier qui est à l'origine du Modulor, concept colonial d'harmonie universelle permettant de concevoir des unités d'habitation basées sur un homme blanc, de même taille que les soldats de la garde du palais de Buckingham en Angleterre. Il est à cet égard frappant de constater qu'à l'époque où Le Corbusier a décrété ces mesures (1,82m et 2,26m le bras levé), les hommes français mesuraient en moyenne 14cm de moins ! Si Le Corbusier est à l'origine d'extraordinaires contributions à l'architecture et l'urbanisme, il ne nous faut pas moins questionner cette notion architecturale empreinte des préjugés de son époque.

« A rebours de ces conceptions stéréotypées et pour l'analyse du droit des femmes à la ville, trois dimensions doivent être prises en compte : la dimension politique, la dimension matérielle et la dimension symbolique. »

Pour analyser l'urbanisme et la planification urbaine, il nous faut convoquer au moins trois portes d'entrée analytiques en les combinant aux valeurs sociodémographiques et aux conditions de vie de la population dans sa diversité : la dimension politique, la dimension matérielle et la dimension symbolique des villes.

- La dimension politique se réfère fondamentalement aux instruments de planification. Avec quels instruments pensons-nous les villes et l'urbanisme ? Quels sont les plans d'occupation des sols ? Comment intègrent-ils l'inclusion sociale et l'inclusion de genre ainsi que les budgets qui leur sont attribués ? Quels mécanismes, enfin, permettraient d'aboutir à une plus grande équité dans les territoires et les villes ?
- La dimension matérielle renvoie, de son côté, à la ville construite elle-même, où il y a tant de choses que nous aimons et tant d'autres que nous n'aimons pas. Dès lors, comment résoudre l'inclusion sociale

et de genre pour faire des villes et de leurs espaces publics des sites qui ne soient pas exclusivement pensés pour les hommes ? Ces biens urbains qui deviennent de moins en moins communs ne devraient-ils pas l'être ? Aujourd'hui, face au changement climatique et au défi énergétique, la forme urbaine ne peut continuer à s'étendre sans prendre en compte les services et les équipements. C'est là tout le concept de proximité que nous a légué la sociologue Jane Jacobs ! La proximité des services et des points de transport ainsi que leur accessibilité doivent par conséquent demeurer le point central de la planification. Il en est de même de la localisation qualitative offrant aux populations modestes et pauvres une place au cœur des zones urbaines centrales les mieux aménagées empruntée à Raquel Rolnik, architecte et urbaniste brésilienne.

• Quant à la dimension symbolique, la plus complexe à appréhender, elle permet d'intégrer les vies des femmes dans leur complexité.

« Pour poursuivre notre analyse, il faut prendre en compte deux vecteurs majeurs de l'aménagement : le temps et l'espace. »

Le temps est sans conteste le bien le plus rare dans la vie des femmes. Pour générer des revenus, en particulier en Argentine (où 44% de la population -dont une majorité de femmes- vit sous le seuil de pauvreté), les femmes sont contraintes de travailler. Mais mesure-t-on réellement ce qu'est l'emploi du temps des femmes ? Dans toute l'Amérique latine, de nombreuses études existent sur le sujet. Il faut donc planifier en utilisant le facteur temps appliqué à l'espace et aux itinéraires et en revenant au concept de proximité des services et des équipements. Des villes telles que Bilbao ou Barcelone l'ont très bien fait et c'est évidemment central pour l'organisation urbaine. Nous avons besoin de savoir combien de temps met une femme pour déposer son enfant à l'école ou pour emmener une personne âgée dépendante dans un service de gériatrie, ou des handicapés : les femmes en sont esclaves et cela nécessite évidemment des politiques publiques engageant les urbanistes à réfléchir au droit des femmes à la ville, à ce droit à leur temps et à leur espace en tant que catégorie politique, mais également en tant que catégorie théorique. La théorie est, en effet, essentielle pour réparer ces injustices territoriales de genres. Et quelles sont les transformations aujourd'hui à l'œuvre ?

« Alors que de plus en plus de ménages sont dirigés par des femmes avec des formes de familles non moins hétéroclites, il nous faut garantir ce droit des femmes à la ville. »

Et que dire de la violence subie par les femmes ? Lutter contre elle, n'est-ce pas un élément central de la qualité de vie que nous voulons leur offrir ? Dès lors, à quoi devraient ressembler les espaces publics pour y remédier ? Nous avons visité aujourd'hui le projet d'aménagement Clichy-Batignolles où les riverains demandent la fermeture du parc la nuit pour des raisons de sécurité. Voilà un exemple de mesure possible. Mais quels autres dispositifs permettraient de garantir ce droit des femmes à la ville ? A Córdoba, certaines femmes ont proposé de tailler les branches des arbres pour que la lumière des réverbères éclaire l'entièreté de leur itinéraire : c'est aussi cela l'urbanisme !

« Il faut intégrer la connaissance du territoire comme variable active de la planification et privilégier, contre l'échelle masculine de la métropole, l'échelle essentiellement féminine du quartier. »

Parce que le territoire est une variable active de la planification, nous travaillons sur des cartographies des femmes dans la ville : il s'agit d'un outil très simple décliné en variables et nous permettant de savoir qui sont ces femmes, où elles se trouvent mais également ce qu'elles possèdent. Ces aspects fondamentaux doivent être appliqués à la planification et à l'urbanisme. La connaissance du territoire dans ses différentes échelles et du point de vue du féminisme, paraît donc essentielle. A cet égard, le territoire du corps est incontestablement une première échelle : le corps comme premier territoire dont nous voulons être maître pour décider d'aller où nous voulons, quand nous le voulons. Cela est évidemment impossible en Amérique latine et, pour y remédier, il nous faut, dans nos métropoles si intrinsèquement masculines, privilégier l'échelle féminine du quartier où se tissent la plupart des liens. Point central de la vie quotidienne, le quartier rassemble les services et les équipements, mais constitue également l'échelle de la vie sociale.

Le Canada a, de ce point de vue, mené une expérience extraordinaire à Montréal et Toronto consistant à implanter des arrêts et stations de transports en commun intermédiaires pour rapprocher les femmes et les jeunes de leur domicile. Des stratégies existent, nécessitant d'abord de connaître les territoires.

« Les territoires en situation de forte vulnérabilité où vivent la plupart des femmes occupent une surface huit fois plus grande que ceux en situation de faible vulnérabilité. »

Quels sont les territoires prioritaires en termes de prise en compte de la vulnérabilité des individus et comment agir pour compenser leurs déficiences ? Pour répondre à cette question, nous avons réalisé une étude sur trois villes de la province de Córdoba nous permettant de mesurer leur vulnérabilité à l'aune d'autres variables telles que le nombre de chefs de famille féminins, le statut de migrant, le niveau d'imposition ou encore le nombre de logements vacants, etc. En croisant l'ensemble de ces données, nous avons alors pu dégager quatre niveaux de vulnérabilité (non vulnérable, moyennement vulnérable, vulnérable ou très vulnérable). Lorsque nous nous intéressons à l'espace public de ces différents territoires, nous retrouvons, dans leur cartographie, des photographies statiques témoignant des inégalités entre centres et périphéries. Elles se manifestent notamment dans la qualité, la quantité et l'accessibilité (en termes de distances) des espaces publics. Cette étude nous a permis de conclure que les territoires en situation de forte vulnérabilité -ceux où vivent la plupart des femmes- occupent une surface huit fois plus grande que ceux en situation de faible vulnérabilité. C'est une donnée très importante face au changement climatique et la planification devrait se saisir du problème posé par les faibles densités.

« La ville féministe implique l'inclusion sociale et de genre. »

Le concept d'urbanisme féministe suppose une inclusion sociale et une discrimination positive en faveur du genre et des LGBT. De ce point de vue, certains pays disposent d'une législation relative aux unions entre personnes de même sexe. Pour autant, cette législation ne se vérifie pas dans l'action des politiques territoriales de logement ou de services. Son respect implique pourtant une action allant de la petite à la grande échelle et supposant de revenir aux concepts de proximité, d'accessibilité, de sécurité, de protection de l'environnement, de participation et d'écoute. Il nous faut écouter et, pour ce faire, les méthodologies participatives sont essentielles. Je conclurai avec quelques exemples.

« Il nous faut donc changer les opportunités en agissant sur le symbolique qui autorise, encore aujourd'hui, la société patriarcale à violenter le corps des femmes. »

Le premier exemple dont je vous ferai part à trait à la sphère publique : à Buenos Aires, le ministère des Travaux publics a, dans le cadre de son programme d'amélioration environnementale, mis en place un dispositif de discrimination positive en faveur des femmes. Face aux inégalités, ces mesures sont essentielles, en particulier dans un secteur tel que celui de la construction où seules 5 % des personnes syndiquées sont des femmes. Il est par ailleurs fondamental de vérifier que les femmes puissent accéder à des promotions au sein des entreprises et exercent des tâches de premier plan telles que la maîtrise d'œuvre.-Car faut-il encore le rappeler ? Les femmes sont davantage diplômées des écoles d'architecture que les hommes. Il nous faut donc leur offrir les opportunités qu'elles méritent en agissant sur un symbolique qui autorise encore la société patriarcale à violenter le corps des femmes.

« Lorsque l'espace public est abandonné, il s'appauvrit irrémédiablement, générant chaque jour davantage de peur. Il nous faut donc travailler sur la violence et la discrimination ! »

Les femmes veulent se sentir en sécurité en ville et, de ce point de vue, nous avons fait quelques progrès. Des instruments ont été développés et testés dans différentes villes du monde : il s'agit notamment d'enquêtes de sécurité impliquant, là encore, un travail d'écoute des femmes, des corps féminisés ou des jeunes migrants qui, à plus 75%, disent ne pas se sentir en sécurité et changent d'itinéraire pour y remédier. Lorsque l'espace public n'est pas géré, il s'appauvrit irrémédiablement, générant, chaque jour, davantage d'inégalités ou de peur. Il nous faut travailler sur la violence et la discrimination. De ce point de vue, beaucoup de choses ont été produites au niveau mondial, en particulier en Amérique latine : nous avons par exemple réalisé des cartographies localisant les potentiels de dangerosité. Ce travail effectué

en collaboration avec la population a permis de développer une série de variables et d'indicateurs permettant de guider les projets et les plans.

« Les territoires les plus pauvres et vulnérables n'offrent pratiquement aucune place en crèche ou en maison de retraite. L'absence de ces 'biens communs' prouve l'omission des femmes et de la tâche de soin dans la planification urbaine. »

Mais revenons à la matérialité de la ville et à la question du temps. On entend souvent dire que le temps des femmes demeure affaire d'amour et qu'il n'a pas à être rémunéré (pour reprendre les termes de la militante féministe Silvia Federici). Et, à dire vrai, si l'on constate beaucoup d'amour, le soin requiert également énormément de travail. Le temps du soin est d'ailleurs encore augmenté par la division sexuelle du travail, comme en témoigne une étude réalisée par l'Institut des Statistiques de la République argentine relative aux tâches productives et reproductives simultanées incombant aux femmes actives. Nous avons mené une étude dans la ville de Rosario sur les injustices territoriales en comptabilisant les structures que l'on pourrait qualifier de « biens communs » dédiées à la garde d'enfants ou au soin des personnes âgées. Personne ne peut nier que, s'il n'existe pas de crèche, les femmes ne peuvent rien faire d'autre que s'occuper des enfants. Or, au terme de cette étude, les zones les plus pauvres et les plus vulnérables n'ont pratiquement pas de places en crèche ou en maison de retraite. C'est bien la preuve de l'omission des femmes et de leurs soins dans la planification urbaine.

« Il nous faut revenir aux densités moyennes et élevées dans le logement et les services permettant, seules, de faire primer le collectif sur l'individuel et de rendre aux femmes le temps que le soin leur prend. »

Je crois fermement que l'on ne peut pas parler d'urbanisme sans s'intéresser au logement. Dans ce domaine, de nombreux progrès ont été réalisés et l'on constate aujourd'hui une rupture avec la logique consistant à reléguer le logement social en périphérie des villes et refusant d'opérer ces mixités sociales, générationnelles et d'usages qui, pourtant, faisaient consensus en matière d'urbanisme et d'architecture depuis bien longtemps. Il nous faut aujourd'hui les remettre au-devant de la scène, tout comme le sont les concepts de base pour relever le défis climatiques (orientation et ventilation transversale par exemple). Il nous faut donc intégrer les densités dans le logement et les services. Elles ont été diabolisées à tort pendant la pandémie tant nous avons été incapables d'établir de lien entre ces densités et le taux de mortalité. Pour faire primer le collectif sur l'individuel, combinons les densités moyennes et élevées car c'est uniquement dans les logements collectifs que les femmes trouveront la proximité, les services, les équipements et l'entraide qui leur rendra ce temps que la vie leur prend.

Ariella Masbounji : Je voudrais insister sur l'importance de la donnée, de la représentation, de l'objectivation. A cet égard, comment étudiez-vous la question de la vulnérabilité ?

Ana Falú : Nous avons réalisé une étude exhaustive à ce sujet, avec une série de variables sociodémographiques et économiques fondamentalement liées au territoire : nous avons par exemple l'évaluation de la valeur foncière, la densité du secteur ainsi que des facteurs sociodémographiques, tels que le nombre de migrants. Il y a, de ce point de vue, une donnée très intéressante : comme vous le savez, les taux de natalité ont énormément baissé et, certains pays qui traditionnellement présentaient d'importants taux de natalité tels que l'Espagne et l'Italie, ont atteint un point critique ne leur permettant plus de garantir le renouvellement de leur population. Tout ceci a longtemps été équilibré par l'apport des migrants comme en témoignent les très bonnes études réalisées sur ce sujet en Andalousie. En Amérique latine, selon les données de CEPAL, les femmes pauvres ont deux fois plus d'enfants que les femmes riches. Il s'agit donc de données importantes pour la planification territoriale puisque lorsque nous étudions les vulnérabilités à Rosario nous nous rendons compte que dans les zones les plus pauvres et de faible densité nous n'avons pas de crèches. Cet ensemble d'indicateurs nous a donc permis d'établir les catégories de vulnérabilité dont je vous parlais tout à l'heure : elles sont, à mon sens, suffisantes pour alimenter des propositions politiques.

Ariella Masboungi : J'aimerais maintenant demander à Bertrand Masson, un « homme féministe », comment il s'est emparé du sujet alors qu'il n'y avait aucune commande politique ? Ce qui nous intéresse également, c'est l'expérience qui ressort de tous les travaux et en particulier des jeunes équipes travaillant sur l'urbanisme féministe : elles se heurtent généralement aux services techniques et nous avons avec Bertrand, paradoxalement, un responsable de l'Aménagement et des Grands projets qui, de son propre chef, s'interroge sur la question de l'usage de l'espace public par les femmes.

« *L'espace public n'est pas utilisé de la même manière par les hommes et les femmes.* »

Bertrand Masson : Tout a commencé par un constat : j'ai pris conscience du fait que l'espace public n'était pas utilisé de la même manière par les hommes et les femmes alors que nous étions en train d'aménager la grande promenade sur les quais de la rive gauche à Rouen réalisée par Jacqueline Ostie et *In situ*. S'agissant de la partie sportive du projet, nous avons imaginé une succession de City Stades et constaté que ces équipements portaient en eux la promesse d'une utilisation exclusivement masculine. J'ai donc commencé à réfléchir à d'autres modèles à tester, tout en nous laissant la possibilité de revenir en arrière si cela ne fonctionnait pas : j'ai eu l'idée d'une piste de Roller Derby, un sport sur patins à roulettes à l'origine 100% féminin, mais qui tendait vers davantage de mixité. Nous avons donc implanté une piste de Roller Derby à la place d'un city stade avec l'idée d'un projet assez genré s'intégrant dans la conception générale.

Ariella Masboungi : Peut-on faire cela sans commande politique quand on est responsable des services techniques ?

Bertrand Masson : Cela s'inscrivait malgré tout dans la dynamique globale de la commande politique consistant à composer un jardin de trois kilomètres le long de la Seine. Ensuite, le détail du projet de tel ou tel espace relève, lui, davantage des équipes de maîtrise d'œuvre et de maîtrise d'ouvrage que des élus. Et nous avons très vite constaté un usage de la piste de Roller Derby par des femmes qui ont immédiatement compris à quoi elle pouvait servir. Nous sommes donc allés à leur rencontre pour évaluer ce qui fonctionnait ou dysfonctionnait et nous avons ensuite commencé à communiquer sur ce sujet de la place de la femme dans l'espace public et à travailler avec d'autres services de la métropole et de la ville ainsi qu'avec les élus pour pouvoir impulser une dynamique.

Ariella Masboungi : Quelles ont été les retombées ? Cela a-t-il dépassé la seule question de l'espace public pour s'étendre à la place des équipements ou à la conception de l'habitat ? Avez-vous constaté une montée en puissance de la réflexion sur la place de la femme et de l'enfant dans la ville ?

« *A Rouen, nous faisons le même constat qu'Ana Falú : le parc de logement social où vivent les familles comptant le plus d'enfants manque cruellement d'équipements de petite enfance !* »

Bertrand Masson : L'habitat est un sujet que nous n'avons pas encore exploré même s'il constitue un vrai chantier à mener. S'agissant des équipements, nos statistiques sont similaires à celles énoncées par Ana : les quartiers accueillant le parc de logement social où vivent les familles comptant le plus d'enfants manque cruellement d'équipements de petite enfance (crèches ou écoles). Nous travaillons donc sur ces quartiers et réfléchissons à la manière de repenser la carte de la petite enfance pour que les équipements soient au plus près des familles et facilitent la vie des accompagnants qui, il faut le dire, sont souvent des accompagnantes.

Ariella Masboungi : Avez-vous l'intention d'aller plus loin ? J'ai étudié les cas particuliers de l'aire métropolitaine Barcelonaise et du Pays basque qui se sont montrés extrêmement innovants, particulièrement à San Sebastián où des jeunes femmes ont élaboré « la carte de la ville interdite » dont nous parlait Ana : celle où les femmes se font agresser. Je rajoute qu'elles se sont faites embaucher par la mairie en créant un service de l'égalité. Pensez-vous aller jusque-là et ce type de carte peut-il entraîner un travail sur l'éclairage, sur les passages souterrains dans l'espace public ? La question de la mobilité est également très importante. Avez-vous l'intention de poursuivre en partant de l'espace public pour aller vers ces dimensions ?

« Nos réflexions en cours sur les questions d'insécurité et de sentiment d'insécurité dans les transports ou les déplacements nous ont amené à développer le concept de droit à l'immobilité. »

Bertrand Masson : Tout à fait, les espaces interdits aux femmes dans la ville sont notamment des lieux d'agression, de sentiment d'insécurité et cette question de ressentis différents selon que l'on est un homme ou une femme me semble extrêmement importante. Nous avons donc mené des travaux sur certains espaces de jour et de nuit pour identifier ces lieux où l'on ne se sent pas bien selon que l'on est une femme ou un homme. Nous avons abordé le sujet des mobilités sous un angle légèrement différent : nos réflexions en cours sur les questions d'insécurité et de sentiment d'insécurité dans les transports ou les déplacements nous ont amenés à développer le concept de « droit à l'immobilité » consistant à permettre aux femmes de s'arrêter à un endroit, pour pratiquer une activité physique par exemple. Nous l'avons notamment développé pour le parc dont je vous parlais précédemment. C'est, à notre sens, un axe de travail extrêmement fort puisque cette notion de droit à l'immobilité présente un double avantage : il autorise à jouer ou être assise en ville pour discuter sans venir en lutte contre le sentiment d'insécurité/ l'insécurité réelle mais, au contraire, en créant du « positif ». Sur la piste de Roller Derby que nous avons implantée, nous avons, en outre, assuré un suivi intéressant avec une étudiante en sociologie pour aller à la rencontre des femmes utilisant l'équipement. Nous avons d'abord constaté une appropriation par les patineuses mais d'autres usages, non exclusivement féminins, s'y sont rapidement ajoutés. Ces usages mixtes et intergénérationnels ont été rendus possibles car l'espace n'était pas affecté. N'étant pas perçu comme un City Stade ou un terrain de foot, d'autres fonctions ont pu s'y implanter spontanément. Plus tard toutefois, alors que les femmes se l'appropriaient en nombre pour patiner, certains garçons ont vu la piste de Roller Derby comme un lieu possible de drague de rue. Les jeunes filles n'étaient pas très à l'aise et nous voyons donc que nous serons probablement amenés à réajuster ce dispositif si nous voulons tenir dans la durée.

Ariella Masbounji : Discutez-vous de ces expériences avec le réseau des services techniques des villes et y a-t-il d'autres villes actives sur ces questions ?

« Les aménagements à destination des publics fragiles sont encore trop largement perçus comme de petits ajustements. »

Bertrand Masson : Malheureusement pas assez. Les sujets que nous abordons lorsque nous sommes en réseau sont plutôt techniques alors que nous sommes là sur des questions d'aménagement pour les publics fragiles, pour les femmes, perçues comme de « petits » ajustements. Ce sont des questions sanitaires, de positionnement de banc, d'éclairage ou de non éclairage ; nous avons peu d'échanges entre territoires sur ces sujets. C'est un manque et nous constatons que lorsque l'on recherche à appliquer une solution, on se trompe généralement et on reproduit le phénomène du City Stade. Il faut au contraire se questionner à chaque fois sur le lieu, l'époque, le public... Et de ces questionnements peuvent naître des solutions : les choses ont beaucoup changé depuis la pandémie et nous sommes sur une approche plus fine que les solutions techniques, la gestion ou les mobilités.

Ariella Masbounji : C'est une autre philosophie de pensée, il n'y a pas des recettes.

« Travailler d'avantage la concertation pourrait sans doute faire émerger la parole des femmes et des publics fragiles. »

Bertrand Masson : Ce ne sont définitivement pas des recettes. C'est une autre façon de penser et de se questionner à toutes les échelles et dès la concertation. Je vais vous faire part d'une anecdote : lors d'une concertation de salariés rencontrés dans un quartier d'affaires, nous leur avons demandé comment ils se sentaient dans l'espace public. Une femme a répondu, qu'en hiver, à partir de 17h, elle ne se sentait pas à l'aise. Ce à quoi un homme a rétorqué qu'il se sentait, lui, en sécurité : dès lors, il n'y avait plus de sujet d'insécurité pour personne ! Travailler d'avantage la concertation pourrait sans doute faire émerger la parole des femmes et des publics fragiles.

Ariella Masbounji : Les avancées semblent fragiles. Pensez-vous que ces questions sont aujourd'hui portées politiquement ?

« Contre le formalisme et les normes, il faut encourager les pratiques ouvertes qui, seules, permettront de prendre en compte les publics fragiles incluant les femmes. »

Bertrand Masson : C'est extrêmement fragile. Pour reprendre l'exemple des City Stades qui constituent une caricature du sujet, nous avons essayé de faire quelque chose de plus « déstructuré » qu'un City Stade traditionnel puisque le nôtre n'est pas grillagé en totalité et n'était donc pas aux « normes ». Nous entendons parfaitement la demande légitime de respecter ces normes, mais il me semble que plus on tendra vers cela, moins nous encouragerons les pratiques ouvertes et cette dynamique pourrait détruire les petites avancées que nous avons réussies. Il faut donc travailler avec les équipes, les élus concernés pour les sensibiliser.

Ariella Masboungi : Il faut tenir bon. Ana comment peut-on aller plus loin ?

« L'articulation des acteurs est fondamentale. Il faut mobiliser les organisations de femmes, les organisations féministes, les instituts de statistiques, les universités et les politiques pour générer des méthodologies participatives éprouvées car les priorités ne sont pas les mêmes partout. »

Ana Falú : Nous faisons des progrès et le simple fait que nous soyons ici en train de parler de ces questions avec un auditoire comprenant de nombreux hommes et avec un collègue comme Bertrand qui raconte les expériences qu'il mène sur l'espace public, est une avancée substantielle. Mais nous sommes encore trop peu nombreux à s'engager sur ces sujets. Nous devons aller beaucoup plus loin. Pour ce faire, l'articulation des acteurs me semble fondamentale : il faut mobiliser les organisations de femmes et écouter ce qu'elles ont à nous dire pour générer des méthodologies participatives. Les universités et instituts de statistiques ont beaucoup à apporter. Nous engageons toutes les villes, en particulier les villes intermédiaires et petites, à les solliciter car les problèmes et priorités ne sont pas les mêmes partout. Dans des zones métropolitaines telles que Paris, Mexico ou Buenos Aires, les transports publics sont la priorité mais dans une ville intermédiaire et compacte, où les gens peuvent marcher ou se déplacer à vélo, le transport alternatif est la priorité. Par ailleurs à l'heure du changement climatique, il est essentiel de renoncer à démolir chaque fois que faire se peut pour au contraire recycler l'existant, lui donner de nouvelles fonctions et de nouveaux usages. Nous devons mobiliser des entrées analytiques diverses et simultanées pour aboutir à une vision globale. De même, les politiques doivent prendre leurs engagements et militer avec des soutiens tels que celui du Club Ville Aménagement pour mettre cette question en débat. La fabrique de cette ville merveilleuse dans laquelle nous vivons génère des opportunités mais peut également se révéler perverse.

Ariella Masboungi : Bertrand alors comment peut-on progresser ?

« Il y a des marges de progression considérables : le regard sociologique n'est pas suffisamment présent dans nos métiers et il faut sans conteste changer nos manières de concerter. »

Bertrand Masson : Nous regardons les espaces sur lesquels nous ne sommes pas encore intervenus en tentant de les comprendre. Ouvrir son regard et être en capacité de se questionner sur la manière dont un territoire fonctionne me semble essentiel pour déterminer les mesures correctives à y apporter. Et nous parlions de la question de l'écoute : il nous faut changer nos manières de concerter et recourir à des systèmes alternatifs tels que les marches urbaines, par exemple, qui permettent de collecter énormément de matériaux.

Ariella Masboungi : Ces marches urbaines constituent une méthode de plus en plus usitée par les nouvelles équipes qui développent, en effet, des pratiques de concertation très différentes.

« Travailler les marches exploratoires à destination des 'publics fragiles' est une opportunité d'inclusion pour le féminisme, encore trop souvent perçu comme un repoussoir. »

Bertrand Masson : Ces marches exploratoires rassemblent des publics féminins ou des personnes âgées. Nous allons essayer de les pratiquer en travaillant sur la notion de « publics fragiles » qui peut être une autre porte d'entrée par rapport au féminisme, parfois perçu comme repoussoir ! Le terme « publics fragiles » permet d'englober tous les publics en évitant les situations de domination.

Ariella Masboungi : En Espagne le terme « urbanisme féministe » est tout à fait intégré alors qu'en France, cela semble poser problème. C'est très étrange.

DEBAT AVEC LA SALLE ET LES PARTICIPANTS EN VISIO

Laure Khayat, urbaniste à l'Agence française de développement (AFD) : Vous venez de nous parler de votre expérience à Rouen, qu'en est-il des autres villes françaises ? Est-ce que dans les autres CCTP la question du genre est systématiquement incluse?

Bertrand Masson : Même à Rouen, nous sommes encore très loin de l'automatisme. Et nous le constatons sur certains projets où cette question est éludée au stade de la programmation pour ne refaire surface qu'au cours de la réalisation. Bien sûr, il arrive que nous nous questionnions très en amont. Nous avons donc une prise en compte inégale.

Ariella Masboungi : En Espagne, c'est absolument obligatoire et tous les projets intègrent la dimension du genre. Cela a été le cas à Malagà où, dans un grand projet d'aménagement actuellement en cours, ils ont l'obligation de mobiliser des spécialistes travaillant sur le sujet pour faire évoluer le projet. Nous avons donc un retard considérable par rapport à l'Espagne et Lucile Biarrotte qui a écrit une thèse sur le sujet pourra peut-être aussi répondre à la question. Ana qu'en est-il de l'Argentine ?

Ana Falú : L'urbanisme est de la politique et il nous faut donc influencer les décisions de politique urbaine. Lorsque nous parlons d'urbanisme féministe, nous ne parlons pas uniquement des femmes : nous incorporons en réalité tous les sujets omis, des enfants aux personnes âgées en passant par les publics handicapés. L'expérience dont nous parlait Bertrand est un très bon exemple : comment pouvons-nous inclure dans l'urbanisme et la planification des mesures ayant trait à cela ? En Italie, Francesco Tonucci, penseur, psychologue de l'éducation et dessinateur italien qui a consacré nombre de ses œuvres à la réflexion sur l'enfance et l'éducation, nous dit depuis des décennies qu'il faut faire revenir les enfants dans les rues pour construire une citoyenneté démocratique. Il en est de même des personnes âgées qui doivent se réapproprier l'espace public. De ce point de vue, Barcelone a, par exemple, décidé de positionner un banc tous les 80 m tant les personnes âgées se fatiguent en marchant. Elles ont également besoin de trottoirs larges pour se promener avec leur canne et déambulateur. Ce sont des choses très simples et j'ajouterais que si l'urbanisme, seul, ne résoudra pas le problème de l'inégalité, il peut en revanche contribuer à combattre ce fléau. Pour ce faire, il est essentiel de repenser nos villes en termes d'inclusion et de pluralité. Ensuite, lorsque vous m'interrogez sur la situation en Espagne ou en Argentine, je vous répondrais que l'élément central est, sans aucun doute, l'égalité des chances. Et de ce point de vue l'institutionnalisation de genre est évidemment essentielle : là où il y a un ministère, un secrétariat d'Etat, une direction concernés, il y a un suivi permanent et une contribution à la diversité des politiques publiques, y compris urbaines. A Bogota, Rosario et Buenos Aires cela existe et je pense qu'en Espagne, beaucoup de progrès ont été réalisés à cet égard.

Ariella Masboungi : J'ajouterais qu'en Espagne, le ministère de la Cohésion des Territoires décerne, tous les ans, un prix au meilleur projet en faveur des femmes : c'est un signe fort témoignant de l'engagement d'un pays en la matière.

CHAT :

Sylvie Borst, directrice générale de Paris & Métropole aménagement : Il a été dit en introduction que vous n'étiez pas favorable au concept de ville du quart d'heure, auquel nous croyons beaucoup à Paris et en France ; pouvez-vous nous expliquer pourquoi ?

Ana Falú : Non, je ne suis pas contre. Je pense qu'il y a toujours différentes alternatives. La ville des quinze minutes fonctionne sans doute en France dans des villes compactes et c'est un concept très intéressant intégrant la proximité. Mais toutes les villes ne sont pas identiques et dans les villes étendues, ségréguées, fragmentées et extrêmement inégales d'Amérique latine, il est très difficile de penser à la ville du quart d'heure. La priorité dans nos villes du Sud est bien davantage la localisation et la distribution des services et des équipements. Et de ce point de vue, les cartographies sont un instrument de redistribution sociale. Ensuite, les priorités ne sont pas les mêmes partout et il n'y a pas de formule universelle.

Ariella Masboungi : A ce propos, la Vice-Présidente de l'aire métropolitaine barcelonaise me disait qu'à l'échelle de la métropole, elle vise, quant à elle, la ville de la demi-heure. La ville du quart d'heure est la ville des « bobos », une ville dense avec relativement peu de problèmes. Bertrand voulait également réagir sur ce sujet.

Bertrand Masson : Si à l'échelle de la métropole et de la ville de Rouen, la ville du quart d'heure n'a pas de sens, elle en a incontestablement un à l'échelle des quartiers : cela pose la question de ce qu'on peut faire en un quart d'heure et cela remet la marche à pied (autorisant la rencontre) sur le devant de la scène. En deuxième position nous avons le vélo et en troisième les transports en commun suivis enfin de la voiture. Cela crée une ville plus accueillante, plus douce, plus urbaine autorisant la sociabilité. La voiture et les transports en commun ne permettent que la traversée et n'ont en effet rien d'un acte social. Dans la mesure où elle autorise la sociabilité, la ville du quart d'heure m'enthousiasme. Sur ce sujet de l'égalité femmes - hommes, j'avais mené un atelier avec des urbanistes et des personnes venant d'horizons divers afin de réfléchir à la manière de rendre la ville plus féminine, notamment au travers du sujet de la gestion des temps des habitants et habitantes. Lors des entretiens, une personne a même proposé d'implanter des crèches à l'endroit où les hommes travaillent pour transférer sur ces derniers la charge de l'accompagnement. Une telle proposition, de transfert de charge, contribue à questionner la ville du quart d'heure puisque l'on peut imaginer un déplacement différent, par d'autres.

Ariella Masboungi : Ana évoque le lien entre forme urbaine et discrimination et je souhaiterais demander à Lucile Biarrotte si la recherche française s'apparente aux travaux menés par Ana en Amérique latine ou ailleurs ?

Lucile Biarrotte, Trait clair : Bonjour à toutes et à tous, j'ai fait ma thèse sur le sujet mais je ne suis plus vraiment chercheuse aujourd'hui : j'interviens davantage sur des questions pratiques. En France, nous sommes indiscutablement en retard puisqu'il existe des travaux datant des années 1970 sur le féminisme et l'urbanisme qui, malheureusement, sont demeurés dans la sphère militante sans jamais être pris en compte par l'urbanisme *mainstream*. S'agissant de la mise en pratique et des liens entre la recherche et les politiques publiques, nous n'avons rien fait, contrairement à l'Amérique latine très en avance sur la question : Marie-Dominique de Suremain, une des précurseurs en France des marches exploratoires est ici et pourrait en témoigner. Nous avons beaucoup de choses à en apprendre et l'exploitation extrêmement poussée des données telle que la pratiquent Ana Falú et ses collègues n'a aucun équivalent en France.

Ariella Masboungi : Sur les marches exploratoires, Nicole Surchat Vial, qui a dirigé l'urbanisme à l'Etat de Genève, a développé, dans le cadre de ses activités d'enseignement à Fribourg, des marches exploratoires. Malheureusement, elles n'ont pas rencontré un bon accueil des étudiants. Alors comment défendre cette démarche ?

Ana Falú : Comme l'indique Thomas Piketty, il semble que l'État-providence soit un phénomène passager de l'histoire de l'humanité. Plutôt que de nous interroger sur ces marches, nous devrions nous demander pourquoi elles sont rejetées et quelles peurs elles suscitent ? S'il faut sans doute trouver une autre voie pour les jeunes de Fribourg, les marches exploratoires n'en sont pas moins un excellent outil d'ailleurs très utilisé en France où mon amie, Marie-Dominique de Suremain, les a développées avec beaucoup de succès. En Amérique latine, nous les avons beaucoup utilisées pour pouvoir localiser les points de tension et d'insécurité. Nous avons même développé des applications comme à Córdoba afin que les jeunes hommes et les jeunes femmes puissent rapidement signaler les lieux à problème. Beaucoup de choses horribles se produisent et il nous faut tenter de comprendre pourquoi l'altérité génère de telles peurs.

Ariella Masboungi : Camille Sachot, qui exerce à Womenability, une structure dédiée aux questions de genre dans l'urbanisme a une question.

Camille Sachot, cogérante de Womenability : Vous parlez des services techniques qui sont en général réticents sur le sujet mais je me heurte également à la réticence de la maîtrise d'œuvre et donc des architectes-urbanistes. Que faire pour y remédier ?

Ariella Masboungi : Nous allons prendre plusieurs questions et nous avons ici Jérôme Goze qui s'est beaucoup engagé sur le sujet.

Jérôme Goze, Directeur général délégué de SPL La Fabrique de Bordeaux Metropole (La Fab) : Je voulais rebondir sur ce que vient de dire Camille : nous avons eu la même attitude s'agissant des questions environnementales pour lesquelles les concepteurs n'entendaient pas toujours l'expertise des environnementalistes. Une des solutions, de mon point de vue, consiste à déplacer ces expertises de la maîtrise d'œuvre vers la maîtrise d'ouvrage. A partir du moment où l'expert intervient avec l'appui de sa maîtrise d'ouvrage, il y a une légitimité. Et si nous voulons commencer à réfléchir différemment cela passe par une prise en charge de la maîtrise d'ouvrage.

Nicole Surchat, architecte urbanisme suisse : Les marches exploratoires doivent-elles être réservées aux femmes ?

Ana Falú : Le concept de genre a sonné de glas de cette idée selon laquelle il y aurait un monde de femmes séparé du monde des hommes. Nous sommes dans un monde d'hommes et de femmes, d'identités sexuelles qui parviennent, heureusement, chaque jour davantage à défendre leurs droits. Aucun n'instrument n'est exclusivement réservé aux hommes ou aux femmes. En revanche, compte tenu de leur grande vulnérabilité, les femmes ont davantage intérêt à inscrire ce sujet à l'agenda politique et à faire pression pour que les agences de sécurité, les agences urbaines pensent ce thème à l'aune de cette dimension d'insécurité. Cela ne veut pas dire que les hommes ne puissent pas participer aux marches exploratoires : il y a également des hommes harcelés et victimes de discriminations et la violence, évidemment, les intéressent. En revanche, il ne fait aucun doute que cela concerne majoritairement les femmes.

Ariella Masbounji : Dans le public, de nombreuses personnes organisent des marches exploratoires. Le faites-vous uniquement avec des femmes ?

Camille Sachot : Cela dépend des marches et de leurs visées. Si elles sont destinées à recueillir de la donnée sur les pratiques des femmes et la manière dont elles se sentent dans l'espace public, elles leur sont exclusivement destinées. Mais il arrive que l'on invite des hommes en s'attachant à les mettre en position d'écoute.

Marie-Dominique de Suremain : Je suis cofondatrice avec Ana Falú des réseaux Femmes et Habitat en Amérique Latine. Je suis rentrée en France au début des années 2000 et nous avons organisé avec Dominique Poggi, également sociologue, pour le compte du comité interministériel à la ville, des formations sur les marches exploratoires en appliquant la méthodologie canadienne à laquelle nous sommes très attachées : elle se fait en plusieurs étapes avec un travail institutionnel et une préparation. Cela infuse et la ville de Paris les a intégrées : il s'agit de rendre visibles les pratiques des femmes, d'inscrire leurs préoccupations dans l'agenda public et, parfois même, de travailler avec elles pour que leurs intérêts soient représentés au mieux. Mais notre objectif est la mixité pour faire une ville pour tout le monde.

Célia Daoui, urbaniste de l'ONG Gret : Vous avez présenté une analyse de la vulnérabilité territoriale, pouvez-vous revenir sur les critères utilisés et nous dire en quoi il s'agit d'une analyse genrée et si vous êtes favorable à la discrimination positive ?

Ana Falú : L'étude de vulnérabilité territoriale que nous avons réalisée est menée avec un ensemble très divers d'indicateurs et de variables qui sont, bien sûr, en lien avec la perspective de genre. Elle est consultable sur www.redmujer.org.ar et sur www.cisca.org.ar

Nous avons travaillé en collaboration avec l'université de Córdoba et les gouvernements locaux. Il y a beaucoup à partager et je citerais l'expérience inaugurée en 2020 à Bogota des « pommes de soins » (manzanas del cuidado) consistant en une forme d'aménagement du territoire priorisant les besoins des aidants. Ces zones concentrent les services de soins nouveaux et existants dans des lieux auxquels on peut accéder sans avoir à marcher plus de 20 minutes. Très proche du concept de la ville du quart d'heure, elles s'en distinguent cependant parce qu'elles sont entièrement traversées par le concept d'inégalité : il s'agit de réfléchir à ces « pommes intégrales de soins » qui ne reviennent pas seulement à prendre soin des enfants, des personnes âgées et des publics handicapés mais qui intègrent également les soignantes. Cela revient à reconnaître le soin comme travail !

Ariella Masbounji : Pour conclure, je dirais que la ville féministe sera probablement plus écologique mais également, et c'est le pari de Jérôme Goze, probablement beaucoup plus économique. Nous sommes au début d'une histoire et je vous invite donc à nous suivre pour faire ensemble et avec les jeunes équipes, la ville meilleure pour tout le monde.